

"Le torchon ne brûle pas au Burundi", rétorque le pouvoir à ses détracteurs

RFI, 23-04-2014 Burundi : le CNDD-FDD répond aux accusations d'armement de ses jeunes Des observateurs internationaux craignent un retour des violences politiques au Burundi, qui se prépare pour les élections présidentielles de 2015. Interrogé par RFI, le porte-parole du CNDD-FDD revient sur les accusations portées contre le parti au pouvoir et la décision d'expulser un membre du Bureau des Nations unies. La tension monte au Burundi, à quelques mois de l'élection présidentielle de 2015, à laquelle la candidature de l'actuel président Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat est attendue, malgré la limite de deux mandats imposée par la Constitution.

Les médias locaux ont fait état d'une note interne des Nations unies selon laquelle le gouvernement serait en train d'armer et de former au maniement des armes les membres de l'Imbonerakure, l'aile jeunesse du parti du CNDD-FDD, le parti du président au pouvoir. Une affaire qui a fait beaucoup de vague, jusqu'à l'expulsion d'un diplomate des Nations unies du pays : Paul Debbie, le responsable de la sécurité au Bureau des Nations unies au Burundi (Bnub). « Une invention pure et simple » répondant aux questions de RFI, Onésime Nduwimana, le porte-parole du CNDD-FDD, assure qu'il n'y a aucune raison qui puisse pousser le pouvoir à armer des civils. « Ces allégations ne sont pas fondées. C'est une invention pure et simple, qui est basée sur des spéculations, dues à la petite fièvre électorale Burundi traverse actuellement, ainsi que la défense de certains intérêts isolés des uns et des autres. (à!) Il n'y a aucune raison qui peut pousser le gouvernement du Burundi à l'autodéfense, aussi longtemps que l'armée, la police, lui sont totalement loyaux et qu'il n'y ait ni menace externe, ni menace interne », insiste Onésime Nduwimana. Pour lui, il s'agit d'une erreur d'interprétation, ou une précipitation. Il n'y a pas de rapport des Nations unies qui dit que le gouvernement procède à l'armement de civils au Burundi. C'est une note qui aurait été élaborée par quelqu'un, on ne sait pas. Probablement pour défendre ses intérêts ou les intérêts de ses proches, politiquement ou autre. » Expulsion d'un membre du Bnub : « Tout n'est pas permis » Onésime Nduwimana assure également que « chacun peut venir visiter le Burundi, le jour comme la nuit, il verra qu'il n'y a pas de milice au Burundi. Et même ceux que l'on appelle les Imbonerakure, ce n'est pas une milice, ce sont des militants dont la tranche d'âge va de 18 à 35 ans. » Onésime Nduwimana s'explique également sur la décision du ministre burundais des Affaires étrangères d'expulser Paul Debbie, le responsable de la sécurité au Bureau des Nations unies au Burundi (Bnub). « C'est une situation normale. Même quand on est diplomate, tout n'est pas permis, surtout des mensonges (à!) Je ne pense pas que des affirmations gratuites soient permises à qui que ce soit, surtout quand elles sont dangereuses », martèle le porte-parole du CNDD-FDD. « Aux Nations unies, à tout le monde, nous disons que le torchon ne brûle pas au Burundi. Le Burundi, c'est un pays paisible. Les Burundais n'ont jamais vécu en paix, dans leur histoire, comme aujourd'hui », conclut-il. »